



Budget Marceau 2014-2015

Des inquiétudes pour les organismes communautaires, une vision marchande pour la santé

Montréal, le 21 février 2014. C'est avec grande déception que les organismes communautaires ont pris connaissance du budget 2014-2015. Le budget ne contient pas la confirmation tant attendue relativement au rehaussement de leur financement. Quant aux tarifs et mesures qu'il propose, cela constitue un pas de plus vers la privatisation des services publics. Il est clair que l'austérité a pris le pas sur la solidarité.

« Dans son discours sur le budget, le ministre Marceau a tout juste cité le Plan de solidarité durable, celui-là même qui promettait 162 millions de dollars de plus pour les groupes communautaires d'ici 2017. Pendant ce temps, le secteur privé, lui, s'est vu confirmer un ensemble d'annonces ! Ça donne l'impression que nous sommes des partenaires de seconde zone ! » de s'indigner Jérôme Di Giovanni, porte-parole de la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles.

Depuis de nombreuses années, le milieu communautaire crie famine. Pour cette raison, les 3000 organismes communautaires œuvrant en santé et services sociaux ont lancé, en octobre 2012, la campagne Je tiens à ma communauté > Je soutiens le communautaire. Leur revendication, visant à combler un manque à gagner annuel de 225 millions de dollars, a été partiellement entendue par le gouvernement; en effet, sur les 162 millions de dollars inscrits au Plan de solidarité durable d'octobre 2013, une augmentation financière de 120 millions de dollars est prévue pour ces groupes. Mais il n'y a pas de trace de cet engagement dans le budget présenté. « Pourquoi ne pas avoir rassuré les organismes ? Des milliers de groupes, des dizaines de milliers de travailleuses et de travailleurs, sans compter les centaines de milliers de personnes rejointes par les organismes, vivent dans l'incertitude depuis ces annonces de l'automne. Ce sera pire maintenant que l'on sait que le budget du MSSS augmentera moins que l'an passé, soit 3% ! » de soulever Julie Martin porte-parole de la Coalition des tables régionales d'organismes communautaires.

Plus globalement, les mesures présentées dans le budget sont grandement inquiétantes. Elles auront assurément un impact négatif sur la qualité de vie de la population. Citons à titre d'exemples l'augmentation des tarifs d'électricité et des garderies, le maintien de la taxe santé et l'instauration du financement par patient. « Cette vision est d'autant plus inquiétante que le budget annonce que le gouvernement ira de l'avant avec l'assurance autonomie, alors que les consultations sur le projet de loi n'ont même pas encore débutées. C'est inacceptable ! Couper dans les services publics et les programmes sociaux, augmenter les tarifs, privatiser le bien commun auront pour conséquence d'appauvrir la population; la pression sur les groupes communautaires sera inévitable. » de dénoncer monsieur Di Giovanni.

« Force est de constater que le ministre n'a pas tenu compte des avis émis par le milieu communautaire lors des consultations pré-budgétaires. Les organismes communautaires méritent de recevoir la confirmation formelle que leur financement sera augmenté et ils réclament que le gouvernement protège et bonifie les services publics et les programmes sociaux. » de conclure madame Martin.

39 regroupements provinciaux. La campagne mobilise, depuis maintenant un an, les 3000 organismes communautaires autonomes œuvrant en santé et services sociaux. Par le biais de pétitions à l'Assemblée nationale, de rencontres politiques, d'activités de sensibilisation ou d'autres actions régionales et thématiques, ces organismes veulent convaincre le gouvernement de combler le manque à gagner de ces groupes estimé à 225 millions de dollars par année, et de mettre en place un véritable programme national de financement dédié à la mission.

Pour plus d'information : www.jesoutienslecommunautaire.org

Source : Kim De Baene - 514-222-4912 - info@trpocb.org